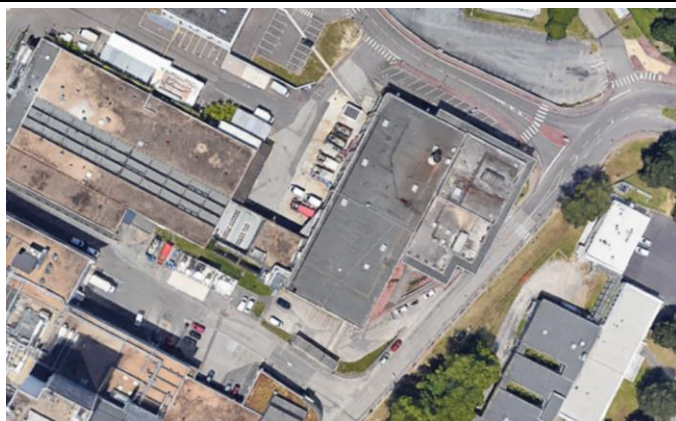




★ ★ ★

Unité de traitement de déchets



REFECTION DE LA TERRASSE

**Lot Unique
Etanchéité Toiture Terrasse**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

RÉF : PM/Avril 2025-

Direction des Constructions, de la sécurité et du Patrimoine

Nature des travaux.

D'une manière générale, toutes les précautions nécessaires devront être comprises dans l'offre du candidat et mises en œuvre pendant le chantier pour prévenir de la moindre dégradation due à une infiltration d'eau pendant les travaux. Si des dégâts étaient constatés, l'entreprise sera tenue de procéder aux réparations nécessaires de manière immédiate (en intégrant les contraintes du service) et à ses frais.

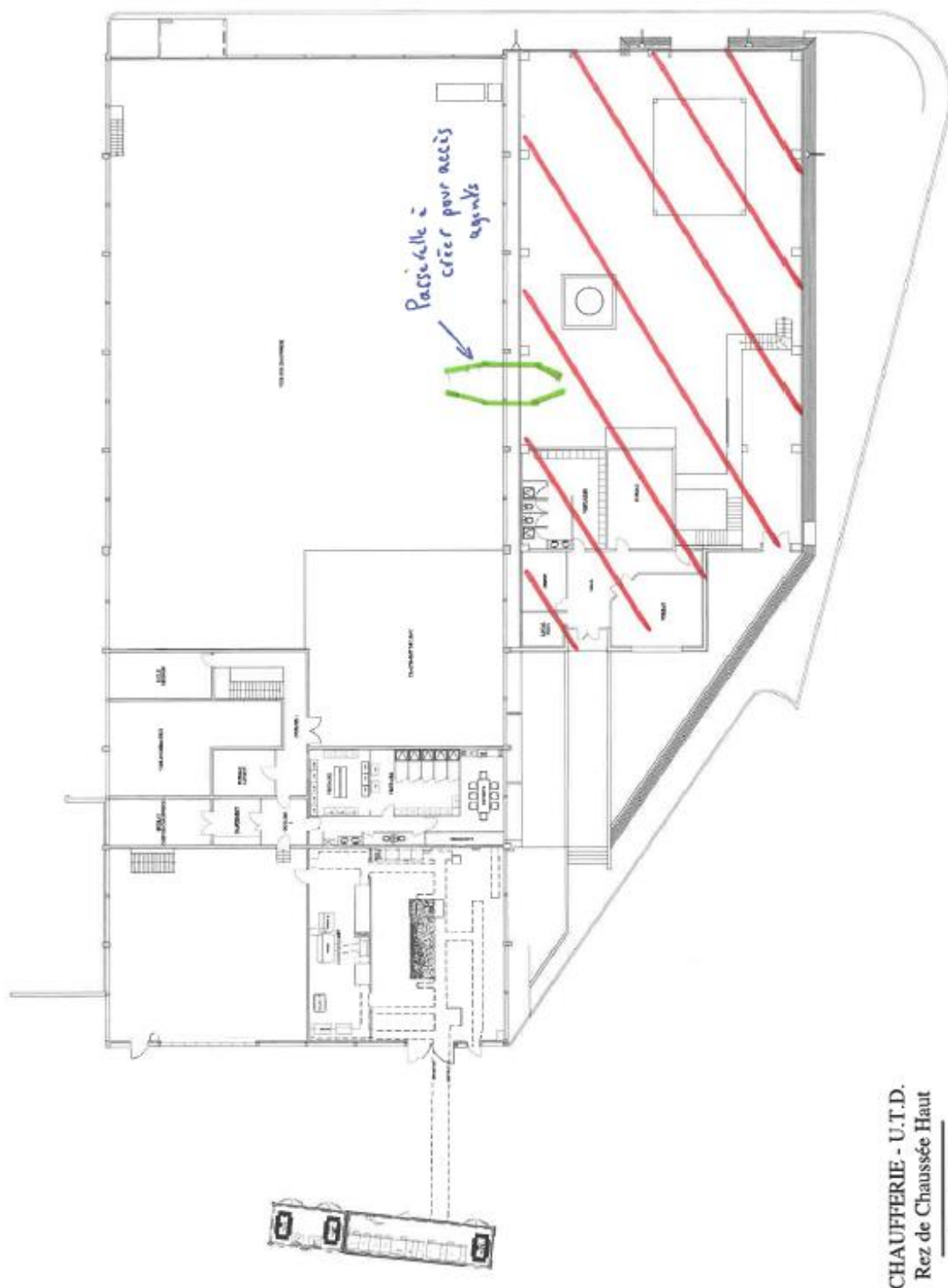
Description des travaux

Solution : réfection de l'étanchéité par un complexe bicouche :

- Réalisation d'un état des lieux des locaux sous la terrasse et des façades par constat d'huissier à la charge de l'entreprise. Le maître d'œuvre sera présent lors de la réalisation.
- Mise en place de l'ensemble des sécurités collectives et à défaut individuelles pour la réalisation des travaux.
- Dépose de l'ensemble du complexe d'étanchéité existant et évacuation en décharge agréée :
 - « membrane pvc » épaisseur environ 20mm
 - Isolant polystyrène extrudé épaisseur environ 50mm
 - Pare-vapeur type polyane
 - Naissances d'eaux pluviales
 - etc
- En partie courante : Réalisation d'une étanchéité bicouche en rouleaux de bitume :
 - Application sur l'ensemble de la dalle béton d'un vernis à base de bitume et de dope adhésive en solution dans un mélange de solvants aromatiques à séchage rapide de type IKOPRO PRIMAIRE BITUME de chez IKO ou techniquement équivalent.
 - Mise en place d'une chape à base de liant élastomère SBS, à armature de voile de verre et munie d'un film thermo fusible en sous-face de type IKO VAP ALPA 3 en 1 est une bande à base de liant élastomère SBS, à armature polyester. Son épaisseur minimale est de 3,5 mm de chez IKO ou techniquement équivalent. Cette chape servira de pare-vapeur pour le complexe d'étanchéité.
 - Mise en place de panneaux d'isolant thermique en mousse rigide de polyuréthane de type Eurothane Autopro SI de chez Recticel techniquement équivalent. L'épaisseur de l'isolant sera de 132mm (R=6.05). Aucun panneau ne sera posé s'il est humidifié dans son épaisseur.
 - Mise en place d'une chape auto-adhésive à base de liant élastomère SBS, à armature polyester stabilisé et revêtue en sous-face par un film pelable, de type IKO DUO FUSION L4 F/F de chez IKO ou techniquement équivalent. La sous-face et le joint de recouvrement longitudinal sont auto-adhésifs. La largeur du joint de recouvrement est de 70mm. Cette chape servira de première couche d'étanchéité.

- Mise en place d'une Bande d'équerre 33 est une bande à base de liant élastomère SBS, à armature polyester.
- Mise en place d'une chape à base de liant élastomère SBS, à armature voile de verre avec autoprotection minérale en surface, de type IKO DUO FUSION G/F de chez IKO ou techniquement équivalent. Cette chape servira de deuxième couche d'étanchéité.
- Remise en place du gravillon stocker sur place
- Relevés d'étanchéité périphériques :
 - Application sur la hauteur du relevé d'un vernis à base de bitume et de dope adhésive en solution dans un mélange de solvants aromatiques à séchage rapide de type IKOPRO PRIMAIRE BITUME de chez IKO ou techniquement équivalent.
 - Mise en place d'une bande à ourlet en zinc ep 0,65mm
 - Mise en place d'une bande de chape à base de liant élastomère SBS, à armature polyester de type Bande d'équerre 33 de chez IKO ou techniquement équivalent. Cette bande sera mise en place sur la première couche d'étanchéité.
 - Mise en place d'une bande de chape à base de liant élastomérique, à armature polyester, avec autoprotection minérale en surface de type IKO DUO FUSION G/F de chez IKO ou techniquement équivalent. Cette chape constituera la deuxième couche d'étanchéité des relevés.
- Relevés d'étanchéité sur l'ensemble des traversées :
 - Application sur la hauteur du relevé d'un vernis à base de bitume et de dope adhésive en solution dans un mélange de solvants aromatiques à séchage rapide de type IKOPRO PRIMAIRE BITUME de chez IKO ou techniquement équivalent.
 - Mise en place d'une bande de chape à base de liant élastomère SBS, à armature polyester de type Bande d'équerre 33 de chez IKO ou techniquement équivalent. Cette bande sera mise en place sur la première couche d'étanchéité.
 - Mise en place d'une bande de chape à base de liant élastomérique, à armature polyester, avec autoprotection minérale en surface de type IKO RLV ALU AR/F GRIS de chez IKO ou techniquement équivalent. Cette chape constituera la deuxième couche d'étanchéité des relevés. Teinte au choix du maître d'œuvre.
- Remplacement de l'ensemble des naissances existantes y compris toutes sujétions pour la parfaite étanchéité de l'ensemble. Les naissances seront en plomb avec une forme conique. Fourniture et pose de crapaudines sur les nouvelles naissances.
- Traitement des joints de dilatation.
- Mise en place de réhausse de lanterneaux
- Reprise de l'asservissement des lanterneaux par système identique à l'existant.
- Mise en place d'un bardage simple peau sur l'ensemble des ouvrages béton dont les relevés sont supérieurs à 40cm :
 - Ossature en acier galvanisé 15/10^{ème} mini

- Bardage type 6.175.25B de chez Arval en épaisseur 63/100ème avec une protection galvanisée prélaquée (teinte RAL au choix du maître d'œuvre) ou techniquement équivalent. Il sera posé verticalement.
- Bavette basse en acier galvanisé prélaqué épaisseur 10/10^{ème} mini (teinte RAL au choix du maître d'œuvre). Fixations par rivets-pop de teinte identique aux couvertines.
- Traitement des angles par habillages en acier galvanisé prélaqué épaisseur 10/10^{ème} mini (teinte RAL au choix du maître d'œuvre)
- Mise en place de couvertines en acier laqué (ép. = 10/10 mm mini) sur la tête de mur. Elles seront posées sur support en acier galvanisé (ép. = 15/10 mm mini) avec des éclisses de teinte identique à chaque jonction. Les supports seront fixés mécaniquement à la tête de mur ; les éclisses et les couvertines seront fixées par rivets-pop de teinte identique aux couvertines. Un joint silicone sera prévu entre la couverture et l'éclisse et ce à chaque jonction de couvertines. Teinte RAL au choix du maître d'œuvre. L'entreprise fournira un nuancier.
- Passivation des aciers, reprise à l'enduit ciment et réalisation d'une étanchéité au niveau du seuil de la porte d'accès à la terrasse. Compris protection de l'étanchéité par habillage.
- Dépose de l'échelle à crinoline existante. Fourniture et pose d'une nouvelle échelle à crinoline aux normes NF. Localisation : entre les 2 niveau de terrasse de l'UTD.
- Fourniture et pose de garde-corps type sabots « Z ». Localisation : périphérie totale de l'UTD, y compris longueur entre les 2 plateaux de terrasse.
- Création et pose d'une passerelle entre la terrasse de la chaufferie et la terrasse de l'UTD. Les compagnons accéderont sur le chantier par l'échelle à crinoline existante de la chaufferie et chemineront jusqu'à cette passerelle de liaison.
- Toutes autres sujétions nécessaires à la parfaite exécution de la réfection de l'étanchéité.
- Fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés le jour de la réception des travaux.



GENERALITES

1) DOCUMENTS DÉFINISSANT LES TRAVAUX

Les constructions, aménagements et installations sont définis par les schémas et plans de principe dressés par la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine du C.H.U ainsi que par le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les entreprises devront prendre connaissance de **l'ensemble** des documents fournis. Elles pourront demander à la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine du C.H.U tous documents ou précisions non fournis dont elles pourraient avoir besoin pour l'étude des travaux.

2) PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES

2.1 OMISSIONS

Tous travaux non explicitement définis dans le descriptif indispensable au parfait achèvement des ouvrages, aux respects des règles de l'art et des normes, aux règles de sécurité, doivent être prévus et signalés au Maître d'Œuvre.

Il est expressément convenu que les entrepreneurs se sont rendus compte exactement des travaux à exécuter, des sujétions y afférant, qu'ils ont pris auprès du Maître d'Œuvre tous les renseignements nécessaires et qu'ils doivent suppléer par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans ou au programme descriptif du projet.

Les entreprises sont tenues de prévoir toutes prestations qui leur seraient utiles pour l'exécution de leurs ouvrages, par exemple crochets de manutention, palan, poste d'eau, éclairage provisoire... Dispositions contraires prévues par l'entreprise ne seront pas recevables.

Les entreprises sont tenues de vérifier l'exactitude des plans divers, élévations, détails du programme, descriptif du projet, description des ouvrages et en particulier, la constitution des matériaux, la vérification des côtes, celles-ci, étant données à titre indicatif. Les relevés à l'échelle sur plan doivent être considérés comme aléatoires. Une vérification sur le site avant la mise en œuvre est indispensable.

L'entreprise peut effectuer tous les sondages, après autorisation de la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine, et vérifications nécessaires à l'élaboration exacte de son offre.

2.2 CONTRAINTES D'EXÉCUTION

Les entreprises doivent se soumettre aux prescriptions, normes, lois, règlements de police et d'autres règlements d'administration locale.

Les travaux prévus au présent marché seront exécutés dans un centre hospitalier en activité. Chaque entreprise devra en tenir compte dans son offre (Limitation des bruits de toute nature, mesures de protection visant à interdire l'accès du chantier ainsi que ses abords de jour comme de nuit, sécurité des personnels et des hospitalisés, difficultés d'accès...).

La Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine est à la disposition des entreprises pour l'étude des dispositions à prendre.

3) PRINCIPES GÉNÉRAUX

Toutes les règles fondamentales de la construction et des installations techniques devront être appliquées à l'ensemble des secteurs constituant le présent programme de travaux.

4) **NORMES ET RÈGLEMENTS**

Outre les prescriptions contenues dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, le calcul et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux :

- Documents Techniques Unifiés publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment ainsi que les Cahiers des Prescriptions Techniques Générales publiés par ce même organisme.
L'ensemble de ces textes est complété par les recueils dits "R.E.E.F" et leurs mises à jour.
- Les normes françaises ou européennes concernant directement ou indirectement les ouvrages du bâtiment et d'une façon générale l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous textes nationaux ou locaux applicables aux ouvrages de la présente opération publiés au jour de la remise des offres.
Les normes en vigueur au jour de l'exécution seront appliquées.
- A défaut de relever du DTU ou des normes, les procédés ou matériaux utilisés devront bénéficier d'un avis technique du C.S.T.B en état de validité à la date d'exécution des travaux.

5) **SÉCURITÉ**

Devront être appliqués en particulier :

- La réglementation en vigueur relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public :

UTD : Classé ICPE

- Norme C. 15-100 pour les installations électriques B.T.
- Norme C. 13-100 pour les installations électriques M.T.
- Décret n°2010-1016 du 30 Août 2010 relatif aux obligations l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail.
- Décret n°2010-1017 du 30 Août 2010 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage en reprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques.
- Décret n°2010-1018 du 30 Août 2010 portant diverses propositions relatives à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail.
- Décret n°2010-1118 du 22 Septembre 2010 relatif aux opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage.

Toutes les dispositions devront être prises par les entreprises afin d'assurer la sécurité des biens et de toutes les personnes susceptibles de fréquenter le chantier.

5.1 PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Lorsque la durée ou le volume d'une opération impose la désignation d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé, l'entrepreneur doit remettre au Maître d'Ouvrage ou au coordonnateur SPS, pendant la période de préparation du chantier, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

5.2 AMIANTE

Conformément à l'article R.4412-97 code du travail, les documents techniques amiante des bâtiments du CHU sont consultables à la Direction des Ressources Humaines dans les locaux du Bâtiment Médico-Administratif.

En cas d'intervention sur des matériaux ou produits contenant de l'amiante, le titulaire devra s'assurer du respect de la réglementation en vigueur, et **notamment des articles R.4412-94 à 148** du code du travail.

5.3 SÉCURITÉ INCENDIE - PERMIS DE FEU – AUTORISATION DE TRAVAIL

PERMIS DE FEU

Toute entreprise devant réaliser les travaux par points chauds suivants :

- opérations d'enlèvement de matières ou de désassemblage d'équipements (découpage, meulage, ébarbage ...)
- opérations d'assemblage (soudure) ou d'étanchéité (bitume)

Sera tenue de demander un permis de feu au Service Sécurité du C.H.U, 3 jours au moins, avant l'exécution de ces travaux et de le renouveler autant que nécessaire.

De plus, les entreprises devront se soumettre aux prescriptions émises par le Service Sécurité du C.H.U.

AUTORISATION DE TRAVAIL

Conformément à l'article R.4511-10 du Code du travail, les chefs d'entreprises extérieures, doivent informer par écrit l'entreprise utilisatrice, de leur date d'arrivée sur le chantier, de la durée d'intervention, du nombre de travailleurs affectés, du nom et de la qualification de la personne chargée de diriger l'opération, ainsi que les noms et références des éventuels sous-traitants.

Une AUTORISATION DE TRAVAUX sera demandée au service sécurité du CHU avant d'accéder au chantier.

CLOISONS COUPE-FEU

Au cas exceptionnel ou un élément coupe-feu (cloison de compartimentage) devrait être traversé par une canalisation ou une gaine, seuls des matériaux accompagnés d'un procès-verbal d'homologation coupe-feu, du même degré que la paroi traversée, devront être utilisés afin que le degré coupe-feu de ces structures soit impérativement maintenu dans le temps. Si un rebouchage coupe-feu à l'aide de mousse devait être envisagé, il est impératif que celle-ci soit classée A2-S2 d0 (PV de réaction au feu à fournir au maître d'œuvre)

5.4 COUPURES

Aucune entreprise n'est autorisée à effectuer une coupure sur les réseaux d'alimentation ou d'évacuation des fluides sans en avoir préalablement reçu l'accord écrit de la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine du C.H.U.

Dans le cas de coupure de fluides quelconques (Eau, gaz, électricité, fluides médicaux), la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine devra en être avisée au moins une semaine à l'avance afin de prendre les dispositions utiles pour garantir la sécurité des biens et des personnes.

Les coupures seront limitées au plus strict minimum et le mode d'exécution devra être soigneusement élaboré et approuvé par la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine.

Les entreprises sont tenues de fournir les équipements complets pour assurer la continuité dans l'exploitation des locaux tels que bouteilles de gaz, groupe de vide, raccords électriques provisoires, rallonges, tableaux de PC, éclairages provisoires etc...

5.5 TRAVAUX AU VOISINAGE DE SOURCES ÉLECTRIQUES

Les entreprises d'électricité pourront pour des raisons d'exploitation de réseaux et de continuité de service, être amenées à travailler au voisinage d'installations sous tension (réseau BTA).

Elles auront l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens de protection nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnels conformément à la réglementation.

Le titulaire du lot courant fort aura l'obligation d'établir avant travaux un plan de prévention auprès du coordonnateur SPS.

6) APPAREILS - APPAREILLAGES – MATÉRIAUX

L'ensemble des marques figurant au descriptif est donné afin de conserver l'intégrité et l'homogénéité des installations de l'établissement.

Les appareils, appareillages et matériaux (proposés par l'entreprise) devront faire l'objet d'un agrément du Maître d'Œuvre ou de son représentant, à savoir, la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine du C.H.U.

A cet effet, les marques, références, caractéristiques techniques des fournitures et appareils utilisés, devront figurer avec précision. L'entrepreneur devra être en mesure de fournir rapidement toutes les documentations techniques en français ainsi que les échantillons qui seraient susceptibles de lui être demandés.

Le matériel devra être livré neuf, de première qualité, estampillé et en parfait état de fonctionnement. La Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine se réserve le droit d'effectuer des vérifications et de refuser tout matériel ne semblant pas présenter les garanties nécessaires.

Tout changement de matériels et matériaux prévus au devis initial devra faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'œuvre. Dans toute la mesure du possible, le matériel proposé sera adapté à celui existant, voire identique ou similaire et devra obligatoirement être compatible avec l'environnement, les contraintes hospitalières, les normes de sécurité, l'usage intensif et l'exploitation des locaux.

Les appareils mis en place devront être parfaitement adaptés aux conditions d'exploitation indépendamment de toutes caractéristiques propres au fonctionnement des appareils.

7) DÉFECTUOSITÉS

Tout élément défectueux faisant l'objet du présent marché, devra être impérativement remplacé aux frais de l'entreprise dans les meilleurs délais. Il en sera de même pour toute malfaçon.

Tout manquement au respect des règles de l'art ou du descriptif, pourront être notifiés à l'entreprise et inscrits au PV de chantier. La poursuite des travaux dans les mêmes conditions expose l'entreprise à un refus ultérieur de réception.

8) NOTES DE CALCULS - ESSAIS EN LABORATOIRES

Les entreprises sont tenues de remettre, à la demande de la Direction des Construction, de la Sécurité et du Patrimoine ou de l'organisme de contrôle désigné par le C.H.U (voir paragraphe 16.1), toutes les notes de calculs relatives aux prestations techniques particulières telles que : calcul de puissance, de lignes, de chute de tension, d'éléments porteurs, de résistance des matériaux, de structure métallique, de débit, de perte de charge, de pression...

Les résultats d'essais en laboratoires (mesures sur éprouvette, prélèvements, échantillons ...) sur des matériaux mis en œuvre sur le site ainsi que les P.V d'homologation (C.S.T.B par exemple) devront être fournis à la Direction des Constructions et du Patrimoine ou à l'organisme de contrôle, sur simple demande.

9) PLANS TECHNIQUES - NOTICES TECHNIQUES - FORMATION DU PERSONNEL

9.1 PLANS TECHNIQUES

Avant le début des travaux :

L'entreprise devra remettre les plans de principe et d'exécution détaillés qui comprendront toutes les indications techniques utiles. Ceux-ci devront être sous format de fichier Autocad.

Ces plans seront fournis au représentant du Maître de l'Ouvrage ou Maître d'Œuvre pour approbation.

Les travaux débutés avant validation des plans d'exécution pourront être refusés. Si les plans d'étude nécessitent des modifications, chaque adjudicataire sera tenu de transmettre de nouveaux plans modifiés et ce autant de fois que nécessaire.

Après les travaux :

Le titulaire remet au Maître d'Œuvre:

- Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG: les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garanties des fabricants attachés à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

- Au moment de la réception des travaux: les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Pour les DOE, il sera demandé 3 exemplaires au format papier et 1 exemplaire sur Cd-rom. Le solde du marché ne pourra être réglé en l'absence de ces documents.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise, dans les délais ci-dessus, des documents mentionnés à l'article 40 du CCAG Travaux entraîne l'application des pénalités prévues par les documents particuliers du marché.

9.2 NOTICES TECHNIQUES

Les entreprises seront tenues de fournir au Maître d'Œuvre des notices techniques et toutes informations concernant le fonctionnement des appareillages installés. (Fonctionnement, conduite, consignes de sécurité, opérations d'entretien...) et les pièces de rechange référencées (appareils, appareillages, matériels, équipements...).

Ces notices seront rédigées en français.

9.3 FORMATION DU PERSONNEL

L'entreprise devra procéder à l'instruction du personnel utilisateur et des services techniques afin de les familiariser avec les appareillages et installations mis en service ou installés par ses soins. L'entreprise pourra être amenée à faire intervenir le constructeur.

10) EXÉCUTION DES TRAVAUX

10.1 ACCÈS ET STATIONNEMENT

Déchargement, approvisionnement, livraisons

Les véhicules devront se soumettre au règlement intérieur du C.H.U, au code de la route et ne provoquer aucune gêne aux véhicules de service, de livraisons habituelles.

Stationnement

Les véhicules personnels des employés des entreprises ne seront pas admis à stationner dans l'enceinte de l'établissement. Ils devront utiliser les parkings extérieurs.

Les fourgons ou camionnettes des entreprises pourront déposer les agents ou le matériel au plus près du chantier et devront impérativement se garer Allée Jeanne d'Albret, proche de l'hélistation, un parking est réservé aux entreprises.

10.2 ORGANISATION DU CHANTIER**Organisation du chantier**

Les entreprises restent seules responsables des vols, dégâts divers pouvant survenir en cours de chantier, même si un local est mis à leur disposition. Si un local est mis à leur disposition par le C.H.U, les entreprises en auront la pleine responsabilité, les dégradations éventuelles seront réparées par la ou les entreprises responsables ou inscrites au compte prorata.

Aucun stockage de matériel ou de matériaux ne sera toléré dans les sous stations ou autres locaux techniques.

10.3 APROVISIONNEMENT

Les entreprises pourront se faire livrer les matériaux directement sur le site. Dans ce cas, elles devront en assurer toutes les contraintes et responsabilités.

Aucune main-d'œuvre ni engins de manutention ne pourront être fournis par le C.H.U pour le déchargement. La réception des matériels et matériaux devra être assurée par les entreprises. Dans le cas contraire, le fournisseur pourra se voir refuser le déchargement.

La responsabilité du C.H.U est totalement dégagée en cas de vols, bris ou détériorations diverses.

Les conditions de stockage devront satisfaire au paragraphe (Résistance des sols) et en aucun cas, provoquer une gêne dans l'exploitation des locaux.

10.4 DÉPOSES

La totalité des éléments déposés doit être évacuée en décharge publique, sauf demande contraire du Maître d'ouvrage.

Seuls les cylindres de serrures seront remis à la Direction des Construction, de la Sécurité et du Patrimoine de manière systématique.

10.5 RESISTANCE DES SOLS ET PLANCHERS

Lors du transport de matériels lourds, les entreprises seront tenues de s'informer en temps utiles des charges admissibles par m², de façon à éviter tout désordre dans le bâtiment.

Une attention particulière est à apporter sur le stockage de matériaux divers (parpaings, ciment) sur palettes qui dépassent souvent 500 kgs. La direction des constructions, de la Sécurité et du patrimoine pourra, aux frais de l'entreprise, faire appel à un bureau de contrôle.

10.6 HORAIRES - JOURS D'EXÉCUTION

Les travaux étant généralement exécutés dans des locaux en exploitation ou au voisinage de ceux-ci, les entreprises devront provoquer le moins de gêne possible. En raison du bruit notamment, il pourra leur être demandé de stopper momentanément, voire pour une demi-journée, certains travaux bruyants ou empêchant les soins. Divers aménagements d'horaires de travail pourront être envisagés. Aucune plus-value ne sera accordée pour cette raison.

Ponctuellement, les travaux en dehors des heures et jours ouvrables pourront être demandés.

Les personnels des services soignants n'ont pas pouvoir de faire cesser les travaux. Seul le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre peut donner les instructions nécessaires.

10.7 NUISANCES

L'exécution des travaux ne devra en aucun cas troubler le fonctionnement de l'établissement par la mise en œuvre de procédés non compatibles avec l'exploitation des locaux (usage de solvants, grande poussière, bruits intenses, barrage de circulation ...).

Afin de respecter le repos et la tranquillité des malades, l'utilisation de postes radio ou autres est strictement interdite.

10.8 DÉMOLITIONS / GRAVATS

Toutes informations sur la nature des murs à démolir sont données à titre indicatif. Les entreprises demanderont l'autorisation d'effectuer des sondages afin de s'assurer de leur réelle constitution avant la remise de leur offre.

Dans le cas où un bureau de contrôle exigerait un mode opératoire de démolition, l'entreprise sera tenue de s'y conformer.

L'entreprise aura à sa charge pour effectuer les travaux demandés, la mise en œuvre de toutes les techniques nécessaires afin de réduire au maximum les nuisances sonores dues à ces travaux et toutes les dispositions nécessaires afin de supprimer les dispersions de poussière.

Avant manipulation des gravats, ceux-ci devront être humidifiés et ce autant de fois que nécessaires et leur évacuation devra être réalisée uniquement dans les containers bâchés.

Le titulaire et l'ensemble des entreprises concernées par l'exécution du présent marché s'engagent à prendre à leur charge, tant d'un point de vue logistique que financier, l'élimination des différents déchets issus du chantier, dans le strict respect des prescriptions réglementaires en vigueur. Toute utilisation des bennes, compacteurs et autres conditionnements (bacs roulants, caisses...) mis en place par le CHU afin de satisfaire ses propres besoins est formellement proscrite. Le non-respect de cette consigne conduirait le CHU à appliquer au titulaire des sanctions financières correspondant au préjudice que le CHU devrait alors supporter.

Les gravats seront éventuellement stockés à un emplacement désigné par l'Administration Hospitalière avant d'être évacués par camion à la décharge publique dans la mesure où ils ne peuvent provoquer aucune poussière.

10.9 PROTECTIONS

Protection anti poussières

Les entreprises devront prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la propagation des poussières. A cet effet, des cloisonnements provisoires, films plastiques, panneaux d'agglomérés, revêtements de sols adhésifs ou autres, devront être mis en place pour interdire toutes dispersions dans les locaux en exploitation.

Les protections seront enlevées au moment de la mise en service du secteur ayant fait l'objet des travaux, ou sur ordre de la DCSP.

Protections individuelles et collectives

Les entreprises devront mettre en œuvre toutes les protections individuelles ou collectives préconisées ou non par le SPS.

10.10 RESERVATIONS

Sauf disposition particulière, l'entreprise ne doit aucun percement ou réservation pour les autres corps d'état. Ceux-ci les prendront à leur charge en cas de besoin. Une autorisation préalable sera demandée au Bureau de Contrôle ou à la DCSP pour tous percements envisagés.

10.11 SCELLEMENTS

Les scellements et calfeutrements seront assurés par l'entreprise en charge du lot unique. Les scellements respecteront le degré coupe-feu de l'élément concerné.

10.12 TRAIT DE NIVEAU

En cas de besoin, l'entreprise sera tenue de tracer le trait de niveau dans tous les locaux concernés. Elle en assurera l'entretien pendant toute la durée des travaux, si besoin.

10.13 PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entrepreneur devra à ses frais assurer la protection de ses ouvrages et restera personnellement responsable de tous dégâts qui seraient apportés pour quelque cause que ce soit jusqu'à l'achèvement complet des travaux et la réception.

10.14 SIGNALISATION

Le cas échéant, les abords des chantiers devront être signalés par des panneaux de signalisation réglementaires et balisés afin qu'ils soient visibles de jour comme de nuit.

10.15 RACCORDEMENT DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES

Dans le cas où les entreprises auraient besoin pour l'exécution de leurs travaux d'alimenter du matériel électrique puissant nécessitant un raccordement spécial et d'une puissance supérieure à 10 KW, elles devront en aviser obligatoirement la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine du CHU, ceux-ci étant seuls habilités à indiquer le point de raccordement ou à l'effectuer. Il pourra être demandé l'installation d'un sous-compteur et d'un indicateur de puissance afin d'éviter ou de déterminer l'incidence sur le contrat de fourniture électrique E.D.F.

10.16 NETTOYAGE - GRAVOIS

Toutes les entreprises seront tenues de maintenir en permanence le chantier et les locaux dans un parfait état de propreté.

Les gravois de toute nature seront évacués directement à la décharge publique au fur et à mesure de leur production. Aucune accumulation ne sera tolérée.

L'attention des entreprises est attirée sur les conséquences inhérentes à la présence de gravois et de détritux divers sur les chantiers. En effet, il a été démontré que les poussières et leur dispersion pourraient être responsables de certaines infections nosocomiales.

En conséquence, les détritux doivent être enlevés journallement par tout moyen évitant leur dispersion.

En cas de non-observation, le CHU pourra interrompre les travaux immédiatement. Le Maître d'Ouvrage se réserve également le droit de faire exécuter ces prestations par une société spécialisée aux frais et charge des titulaires si celles-ci sont volontairement ignorées.

En cas de récidive, l'entreprise sera exclue définitivement du chantier et les travaux de nettoyage lui seront imputés.

En fin de chantier, les entreprises sont tenues de procéder à un nettoyage final soigné avec enlèvement de la totalité des résidus.

Les bennes du service Incinération ne sont pas à la disposition des entreprises.

11) CONTRÔLES - ESSAIS - SURVEILLANCE

11.1 CONTRÔLES

L'ensemble des travaux pourra faire l'objet d'un contrôle technique qui sera effectué par un organisme agréé désigné par le C.H.U et à sa charge.

Ce contrôle portera notamment sur la conformité avec la réglementation en vigueur.

Dans ce cas, les entreprises auront la possibilité de consulter cet organisme en cours de chantier.

Les entreprises devront se conformer aux observations qui seront formulées lors de ces contrôles. Elles seront tenues de procéder aux modifications nécessaires sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

Le CHU pourra effectuer tout contrôle pour vérifier notamment la conformité du CCTP.

11.2 ESSAIS

Des essais complets de fonctionnement sont à la charge des entreprises. Ils seront effectués en présence d'un représentant de la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine.

Toutes les fournitures nécessaires aux essais seront à la charge de l'entreprise.

Lors de ces essais, tout le matériel installé devra être vérifié (appareillages, appareils, commandes, sécurités ...). Des mesures pourront également être effectuées.

Dans le cas où les essais ne seraient pas concluants des nouveaux essais seront nécessaires, les frais qui en découleraient seraient à la charge des entreprises correspondantes.

Les résultats seront transcrits sur des procès-verbaux transmis au CHU et l'entreprise retranscrira les résultats, les transmettra au CHU et les intégrera au dossier d'ouvrage exécuté.

11.3 SURVEILLANCE

Il est expressément précisé aux entreprises que chaque entrepreneur devra avoir en permanence sur le chantier un chef de chantier qualifié pour surveiller les travaux et recevoir éventuellement les directives de la Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine du C.H.U.

Aucun intérimaire sans encadrement d'un membre de l'entreprise ne sera toléré sur le chantier.

12) REUNIONS DE CHANTIER

En règle générale, les réunions de chantier seront hebdomadaires.

Les entreprises dûment convoquées doivent être représentées par un chef de chantier ou par une personne ayant pouvoir de décision.

13) GARANTIE

Les matériels et matériaux utilisés seront de première qualité et assortis d'une garantie totale, pièces et main-d'œuvre, d'une durée de 1 AN minimum.

La garantie prendra effet à la date de réception des travaux.

14) SERVICE APRÈS-VENTE

14.1 PIÈCES DE RECHANGE – MAINTENANCE

Les entreprises devront être en mesure de fournir pendant la durée de vie normale et en tout état de cause, pendant la durée d'amortissement, la totalité des pièces de remplacement pour permettre la maintenance des matériels.

14.2 DÉPANNAGES

Les entreprises sont réputées avoir la qualification, c'est à dire le personnel et l'outillage utile pour pouvoir procéder à l'entretien et aux réparations qui pourraient leur être demandés.